

# Vincent Peillon : « Je veux plus d'Europe »

L'ancien ministre de l'Éducation propose à la primaire de gauche un projet tourné vers la jeunesse et basé sur une nouvelle donne européenne qui générerait une relance de mille milliards d'euros

Vincent Peillon est une sorte d'ovni dans notre paysage politique. Plus philosophe que rompu aux joutes politiciennes, un peu en marge, à l'évidence. Le ton feutré, il entend aujourd'hui faire de cette marginalité un atout pour se muer en rassembleur. Autour d'un projet résolument européen, c'est sa marque de fabrique, tourné vers la jeunesse, qui porte aussi une forte empreinte sociale, sans chicaner pour autant sur les besoins en matière de sécurité.

**Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager dans cette primaire, alors que vous étiez resté très discret depuis votre départ du gouvernement ?**

J'ai pris cette décision parce que je pense que la gauche peut gagner cette présidentielle. Le film n'est pas écrit. Il n'y a pas d'appétit réel pour la politique proposée par François Fillon, une politique au bénéfice de quelques-uns au détriment de tous les autres. C'est un mauvais projet pour la France, qui a besoin de maintenir sa cohésion. L'extrême droite, avec les idées qui sont les siennes, ne peut pas de son côté représenter notre République. La gauche peut donc gagner cette élection, à condition de se rassembler et de proposer aux Français un projet à la fois juste et moderne. Dès lors que François Hollande a renoncé à se présenter, j'ai considéré qu'il était de ma responsabilité d'être candidat, dans la mesure où les autres candidatures ne me semblent pas permettre le rassemblement indispensable à cette victoire. Benoît Hamon et Arnaud Montebourg ont été très critiques envers le gouvernement. Inversement, Manuel Valls a créé des fractures au sein de la gauche et a gouverné avec brutalité.

**Quand on y regarde bien, votre projet et celui de Manuel Valls semblent pourtant proches...**

Nos projets sont très opposés, en particulier sur l'Europe, les valeurs ou la politique sociale. Lui veut moins d'Europe et davantage de souveraineté des États. Moi, je pense au contraire qu'on ne s'en sortira pas par davantage de souveraineté. On voit bien que nous sommes incapables de gérer par nous-mêmes la crise des migrants ou la transition énergétique. Je veux donc plus d'Europe, à travers une trajectoire offensive d'investissement public que j'appelle le *New deal*, en demandant à l'Allemagne



Vincent Peillon, résolument européen.

(Photo AFP)

d'accepter un triplement du plan Juncker et un budget européen qui permette d'aider les États. Contrairement à Manuel Valls, je n'ai par ailleurs jamais dit qu'il fallait supprimer l'ISF, critiqué les 35 heures ou utilisé le 49-3. Il a peut-être changé d'avis sur ces questions, mais il a encore assumé la déchéance de la nationalité, que je perçois pour ma part comme une déchirure de la citoyenneté républicaine.

**Mais ce *New deal* européen, ce plan d'investissement de mille milliards, ça ressemble un peu à de la poudre aux yeux, non ?**

L'Europe est en train de se déliter, à force qu'on ne fasse jamais ce qu'il faut faire. On fait toujours trop peu, toujours trop tard. Le repli national marquerait l'échec de notre pays. Moi, je propose qu'on tienne nos engagements budgétaires, pour demander en échange à l'Allemagne d'amplifier la politique européenne en faveur des États. Aujourd'hui, le Mécanisme européen de stabilité (MES) nous permet de disposer de 700 milliards. Il faut employer cet argent à investir. L'objectif, c'est de retrouver la confiance des Allemands plutôt que de les injurier du matin au soir. Je ne peux pas garantir que ça marchera, ce serait malhonnête, mais c'est la seule voie raisonnable qui trace une perspective pour la France et pour l'Europe.

**Vous promettez beaucoup, notamment en matière sociale. Comment allez-vous financer ?**

Je suis en fait celui qui promet le

moins, avec un total de dépenses de 16 milliards, alors que mes concurrents font des promesses à 50, 100, voire 300 milliards pour Benoît Hamon. J'ai chiffré toutes les mesures en me basant sur une croissance à 1,7 et une inflation à 0,8, pour arriver à un déficit ramené à 1,5 en 2022. Je n'ai dans mon projet aucune grosse dépense, juste des dépenses ciblées. La priorité inévitable, aujourd'hui, est d'assurer notre sécurité. C'est pour cela que je veux créer 5000 postes de policiers et gendarmes, porter sur dix ans le budget de l'Armée à 2 % du PIB et, surtout, soutenir notre Justice, qui est sinistrée. Un justiciable attend plus de trois cents jours pour voir son affaire jugée, alors que la moyenne en Europe est de cent jours. Entre le prononcé de la peine et son exécution, les petits délinquants retournent dehors et on ne sait pas quoi en faire. Les gendarmes et les policiers le disent, c'est la Justice qu'il faut aider pour les aider eux-mêmes. Je propose donc d'augmenter son budget de 5 % chaque année, soit deux milliards sur le quinquennat.

**Comment comptez-vous relancer l'emploi ?**

Nous devons investir pour demain, en dispensant les formations utiles pour l'avenir. Je mettrai le CICE sous condition d'accord d'entreprise prévoyant davantage de formation, de développement et de montée en gamme des produits. J'aiderai aussi les PME-PMI à l'exportation et en baissant le

taux d'imposition des sociétés à 15 % jusqu'à 100 000 euros de bénéfices. Je veux par ailleurs qu'on forme mieux notre jeunesse, ce qui implique des moyens accrus pour l'enseignement supérieur. Il faut, aussi, de la cohésion sociale. Je protégerai les plus modestes par un bouclier fiscal qui limitera leur taxe d'habitation. Cette mesure touchera quinze millions de foyers fiscaux. Je propose enfin un service public de maisons de retraite pour les plus démunis.

**Vous proposez le droit de vote des étrangers aux élections locales. Un serpent de mer de la gauche depuis 35 ans, qu'elle ne met jamais en œuvre une fois au pouvoir. Notre société y est-elle vraiment prête ?**

Je souhaite en fait un changement institutionnel total, parce que notre vie politique est asphyxiée. Quantité de Français se sentent exclus. Je propose donc la proportionnelle intégrale pour l'élection des députés dans les grandes régions, une transformation du Sénat, une véritable indépendance du Parquet. Ces mesures, auxquelles s'ajouteront le droit de vote pour les étrangers non communautaires aux élections locales et la suppression de la Cour de Justice, seront présentées par référendum à l'automne. Les Français, et eux seuls, trancheront. S'ils n'en veulent pas, ils le diront.

“ Je suis le seul à avoir un projet rassembleur ”

**Vous défendez aussi l'idée de comités de citoyens chargés de veiller à la bonne application des lois. N'est-ce pas introduire un risque de pagaille ?**

J'ai observé qu'en France on fait beaucoup de lois qui ne sont pas ou tardivement appliquées, ce qui contribue à la rupture de confiance entre le peuple et ses gouvernants. Un tiers des gens qui ont droit au RSA ne le prennent pas parce que l'accès en est trop compliqué... Il faut vingt-huit formulaires pour remplir l'inscription à la garantie jeunes. Ce serait l'honneur de la politique de faire moins de lois, mais de donner à des citoyens, en lien avec les parlementaires, les moyens de voir ce qui marche et ce qui ne marche pas et d'assurer un réel accès au droit. Il nous

faut associer les citoyens et le Conseil économique, social et environnemental à ce travail.

**Dans notre région, votre réforme des rythmes scolaires a fait beaucoup de mécontents... Si c'était à refaire ?**

Ma préoccupation majeure était de redonner cinq matinées de classe aux élèves. C'est le moment où ils sont les plus réceptifs. Je me suis retrouvé à gérer seul l'ensemble du dispositif, y compris le temps extrascolaire, qui ne relève pas de l'Éducation nationale. Il y a des endroits où cela se passe très bien, où les gens se sont parlés et ont monté de bons projets. Et d'autres où les collectivités locales n'ont pas joué le jeu. Même si je peux reconnaître qu'elles n'ont pas été assez accompagnées financièrement. Ce projet nécessaire, et voulu par tous, y compris mon prédécesseur de droite, a été conduit dans des conditions difficiles, avec une politisation lamentable de la part de certains. Elle a malgré tout été utile. Il faut l'améliorer et mieux mobiliser les pouvoirs publics dans les endroits, notamment en zone rurale, où les activités périéducatives sont plus compliquées à organiser. Globalement, on traite mal notre jeunesse en France. C'est pour cela que je veux, à travers aussi la fiscalité du patrimoine, l'emploi ou l'éducation, lui donner le meilleur. Elle est notre avenir.

**Un mot sur le dernier sondage, qui vous crédite de 7 % à peine au premier tour de la primaire ?** On sait ce que valent les sondages. Disons que cela m'encourage à progresser. Je reprends contact avec les Français. Je ne pars pas favori, mais je suis le seul à avoir un projet rassembleur, moderne et juste, capable de faire gagner le camp du progrès.

**PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY PRUDHON tprudhon@nicematin.fr**

## Bio express

- Né le 7 juillet 1960 à Suresnes.
- Père de quatre enfants.
- Agrégé de philosophie.
- Membre du PS depuis 1992.
- Député de la Somme de 1997 à 2002.
- Ministre de l'Éducation de mai 2012 à mars 2014.
- Député européen de 2004 à 2012 et depuis juillet 2014.